



HAL
open science

Quand les infrastructures d'irrigation nous racontent les tensions politiques au Népal

Romain Valadaud, Olivia Aubriot

► To cite this version:

Romain Valadaud, Olivia Aubriot. Quand les infrastructures d'irrigation nous racontent les tensions politiques au Népal. *geoagenda*, 2021, 2021/3, pp.4-7. hal-03491709

HAL Id: hal-03491709

<https://hal.science/hal-03491709>

Submitted on 20 Dec 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Quand les infrastructures d'irrigation nous racontent les tensions politiques au Népal

par Romain Valadaud et Olivia Aubriot

Dans les plaines du Népal, les canaux d'irrigation jouent un rôle majeur dans les relations sociales entre paysans. Au-delà d'être essentiels à la production agricole, ces infrastructures sont au coeur des luttes politiques locales. Faire une histoire politisée des infrastructures d'irrigation permet alors de comprendre comment relations de pouvoir et inégalités sociales peuvent se reproduire à travers la gestion de l'irrigation

L'irrigation, enjeu crucial au Népal

Jusqu'aux années 1950, le Népal connaissait essentiellement une irrigation traditionnelle, à petite échelle, avec notamment des canaux à flanc de montagne. En s'ouvrant aux bailleurs de fonds internationaux, le pays a vu sa plaine (le Térai) – située dans le piémont himalayen – se fleurir de grands systèmes d'irrigation étatiques. Le plus grand d'entre eux, le Sunsari Morang Irrigation System (SMIS), dans l'est du Térai, dévie l'eau de la rivière Koshi, principal affluent du Gange, pour irriguer, grâce à ses vingt canaux secondaires, 64 000 hectares de rizières. Après une première construction partielle et infructueuse dans les années 1970, le réseau a été réhabilité et progressivement agrandi des années 1980 à 2000. Par sa taille, ce système d'irrigation, qui reçoit de nombreuses subventions du gouvernement népalais et des bailleurs de fonds internationaux, est alors un élément crucial du contrôle du territoire et des populations locales. Au vu de la taille de ce système d'irrigation, nos recherches se sont portées plus particulièrement sur l'un de ses canaux secondaires, le 9e, dénommé Sitaganj. Ce canal alimente 14 canaux tertiaires, qui eux-mêmes délivrent l'eau à des chenaux, et ces derniers à des petits canaux qui irriguent chacun 4 ha de rizières. Ainsi cette arborescence hiérarchisée de canaux permet à Sitaganj d'irriguer les champs de plusieurs centaines de paysans, et d'alimenter, en théorie, près de 8'000 ha. La construction de ce canal, bien qu'ayant amélioré les rendements agricoles, a rendu dépendant les paysans de l'eau transportée par cette infrastructure. Cette dépendance crée un intérêt fort pour le contrôle des vannes, comme pour celui de la création des calendriers d'eau. Ces tâches étaient initialement gérées par les ingénieurs du Département de l'irrigation népalais avant que des associations d'irrigants ne soient créées dans les années 1990 et soient rendues responsables de la maintenance et de la distribution de l'eau sur l'ensemble de ces canaux. Il s'agissait alors de donner à tous les irrigants la possibilité de participer à la gestion de l'irrigation pour optimiser cette dernière. Cette transition, justifiée par la nécessité de réduire le budget étatique, ne s'est cependant pas faite sans problèmes. L'étude des transformations des infrastructures et des institutions d'irrigation permet alors de lire les enjeux politiques qui traversent, et ont traversé, les zones rurales du Térai.

Les troubles politiques et l'irrigation

Les premières élections de l'association d'usagers du canal de Sitaganj ont eu lieu en 1996. Cette même année commence la Guerre du Peuple au Népal, qui opposera le gouvernement royaliste aux rebelles maoïstes pendant dix ans. Cette guerre paralysera le fonctionnement de nombreuses institutions dans le pays. Durant cette période, les jeunes associations d'irrigants, tout juste formées, ne seront plus soutenues dans l'apprentissage de leurs tâches de gestion par les ingénieurs gouvernementaux, effrayés par les rebelles maoïstes parcourant les zones rurales qui s'en prenaient à tout représentant du gouvernement. Pareillement le personnel embauché par les balbutiantes associations sera confronté directement à la violence de la guerre : l'un des collecteurs de la taxe sur l'eau d'irrigation sera, sous prétexte de collaboration avec le gouvernement royaliste, tué sous une des vannes du canal.

Lors de cette période troublée, les canaux, peu entretenus, se sont progressivement ensablés mais aussi détériorés, des brèches empêchant les agriculteurs en aval de ces dernières d'accéder à l'eau. Le manque de coordination entre les irrigants pour remédier à cette situation a incité certains à la prise d'initiatives individuelles, afin de maintenir une arrivée d'eau suffisante pour faire pousser leurs récoltes. De nombreux irrigants ont ainsi modifié les infrastructures du réseau. La présence de prises d'eau illégales sur les canaux tertiaires constitue la modification la plus commune qui découle directement du conflit civil.

Les prises d'eau illégales

Une telle prise d'eau consiste en un tube en plastique (peu cher et aisément disponible) placé en travers des diguettes en terre constituant les flancs des canaux. Cela permet de dévier l'eau directement dans les champs sans passer par le

chenal, ni les canaux de niveau inférieur. Ces prises d'eau illégales sont courantes en amont de Sitaganj, et leur fréquence se réduit au fur et à mesure que l'on se déplace vers l'aval. Elles traduisent une véritable inégalité dans l'accès à l'eau d'irrigation car, court-circuitant la hiérarchie des canaux, voire évitant le calendrier de rotation des distributions de l'eau, elles réduisent la quantité d'eau disponible pour les irrigants de l'aval.

À la sortie de la Guerre du Peuple, le gouvernement népalais a repris son soutien aux associations d'irrigants. Pourtant la situation sur le réseau ne s'est pas améliorée ; les prises d'eau illégales sont toujours présentes, car après plus de vingt ans d'existence, elles sont devenues partie intégrante des pratiques des irrigants de l'amont. Quant à ceux de l'aval, lésés, ils organisent régulièrement des patrouilles nocturnes pour boucher ces tuyaux. Mais pourquoi ces prises d'eau illégales n'ont-elles pas été retirées lors des projets de rénovation de Sitaganj ? C'est ici que les modifications de l'infrastructure deviennent politiques, c'est-à-dire qu'elles s'insèrent dans les relations de pouvoir locales qui traversent l'association d'irrigants.

Infrastructures politiques

Ces prises d'eau sont en effet au centre des débats politiques de l'association du canal de Sitaganj. Les élections les plus récentes (2018) ont vu s'opposer deux factions, l'une, déjà au pouvoir, souhaitant garder ces prises d'eau, et l'autre souhaitant les retirer. Pour la première faction, composée principalement de paysans en amont du canal, ces prises d'eau sont maintenant trop nombreuses, permettent une gestion ad hoc d'un système d'irrigation dégradé. Pour la seconde faction, composée principalement de paysans en aval du canal, la gestion ad hoc n'aurait pas lieu d'être si les infrastructures étaient rendues à leur état d'origine. Si les intérêts semblent, de prime abord, refléter uniquement une préoccupation d'irrigants, une analyse plus poussée révèle d'autres raisons allant au-delà de la simple gestion de l'irrigation. En effet, la campagne, houleuse, avec manipulations et pots-de-vin des deux côtés, met en scène bien plus que les irrigants. Hommes politiques et riches agriculteurs (certes également irrigants) s'impliquent physiquement et financièrement afin d'aider l'un des deux camps. Quels intérêts y trouvent-ils ?

En soutenant un candidat à la présidence de l'association, ces hommes politiques et riches agriculteurs espèrent pouvoir obtenir, par la suite, des faveurs de ce candidat, que ce soit pour obtenir plus d'eau pour leurs champs, ou ceux de leurs partisans, ou tout simplement pour s'assurer les votes d'une partie des irrigants de Sitaganj lors des élections politiques locales. Pour ces riches paysans engagés en politique, un contrôle sur l'eau d'irrigation (direct ou médié) est alors un argument démontrant aux électeurs leur pouvoir sur la gestion d'un territoire. Lorsque l'eau vient à manquer dans un village, les irrigants de celui-ci demandent aux chefs locaux de résoudre la situation. Si ces derniers ont permis aux dirigeants de l'association d'irrigants d'être élus, ils récoltent le fruit de leur investissement en faisant autoriser, par le président de l'association, la pose de nouvelles prises illégales. Les prises illégales sont donc des éléments infrastructurels qui jouent un rôle clé dans la politique locale. Ils sont instrumentalisés au-delà de la gestion du système d'irrigation, en plus de pouvoir déterminer, en partie, quelles personnes s'assurent du contrôle de la distribution de l'eau, cruciale ressource sur des territoires encore très dépendants de l'agriculture. Ainsi utilisés, ils participent à la reproduction de la domination des riches propriétaires fonciers sur les affaires locales.

La politisation de l'irrigation contre l'intérêt général

De telles pratiques favorisent la gestion clientéliste de l'eau d'irrigation. Cette dernière n'est pas seulement considérée comme un bien collectif devant être distribué équitablement entre tous les membres de l'association d'irrigants, mais également comme une ressource à mobiliser afin d'augmenter un capital politique au sein des relations sociales locales. Les infrastructures sont alors vues comme des éléments non pas seulement d'un système d'irrigation qu'il s'agirait de gérer de façon optimale, mais d'une combinaison de différents éléments, naturels, techniques et sociaux, qu'il s'agit de configurer afin d'atteindre des objectifs personnels ou de groupe, incluant mais dépassant la seule gestion des infrastructures d'irrigation. Les prises d'eau illégales, par exemple, permettent de fidéliser des soutiens politiques, mais rendent l'accès à l'eau plus difficile pour les irrigants de l'aval du canal.

En considérant ainsi les objets techniques d'irrigation, les dirigeants de l'association, la plupart du temps grand propriétaires fonciers, renforcent le cercle vicieux de la détérioration des infrastructures, et augmentent les inégalités d'accès à l'eau.

Conclusion

S'intéresser à l'aspect politique des infrastructures d'irrigation est alors une manière de mettre en lumière les réseaux d'entraide, de clientélisme ou de soutiens politiques sous-jacents à la dynamique de gestion d'un système d'irrigation. Considérer la dimension politique d'infrastructures peut paraître, de prime abord, contre-intuitif. Mais si l'on regarde ces infrastructures sous un angle politique, on se rend compte qu'elles portent, dans la manière dont elles sont conceptualisées et construites, tout le poids des relations sociales de pouvoir du contexte dans lesquelles elles se déploient. Lire le pouvoir dans les infrastructures d'irrigation au Népal, c'est alors révéler à quel point la politique tient un rôle incarné dans la gestion de l'eau.

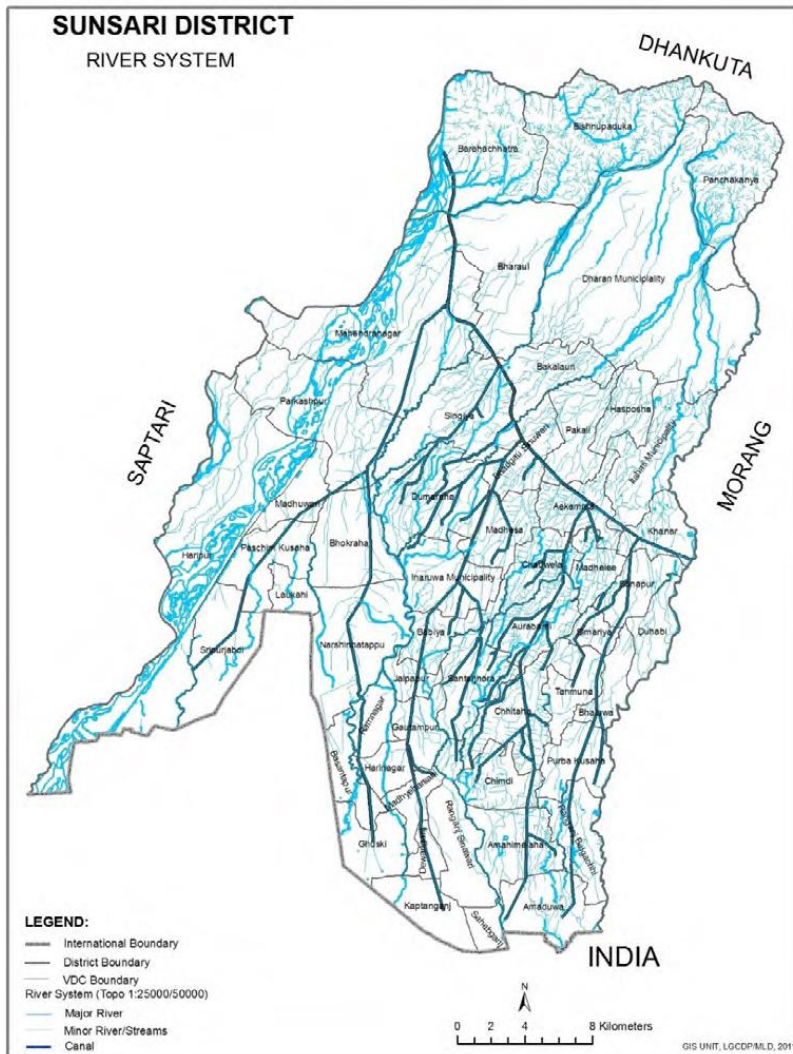


Image 1 : Le Sunsari-Morang Irrigation System dans le district de Sunsari, Nepal (DoI, 2011).



Image 2 : Le canal de Sitaganj dans sa partie amont. Cliché : R. Valadaud, 2017.



Image 3 : Sitaganj dans sa partie aval, partiellement ensablé. Cliché : R. Valadaud, 2017.



Image 4 : Une prise directe illégale dans la digue d'un canal. Cliché : R. Valadaud, 2017.